

"Géopolitique de la Russie"

"Saisir le vent chinois dans les voiles russes" (Vladimir Poutine)

samedi 26 juillet 2014, par [Pascal MARCHAND](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Pascal MARCHAND](#), "Géopolitique de la Russie", *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 26 juillet 2014.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via [la page suivante](#). Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Quelle est la politique eurasiatique de la Russie ? Pascal Marchand apporte ici des éléments de réponse, datés et localisés. Le texte est accompagné d'une carte : la Russie dans sa "sphère d'intérêts privilégiés".

Dans le cadre de ses synergies géopolitiques, le Diploweb.com est heureux de vous présenter un extrait du livre de Pascal Marchand, "Géopolitique de la Russie", coll. Major, Presses universitaires de France, 2014, pp. 164-167.

« Saisir le vent chinois dans les voiles russes » (Vladimir Poutine)

MOSCOU développe clairement une politique eurasiatique. La citation de Vladimir Poutine indique clairement ses fondements.

Au 1er janvier 2012, l'Espace Economique Commun est entré en fonction entre [Russie](#), Biélorussie et Kazakhstan. Il associe zone de libre échange et union douanière. Il doit déboucher en 2015 sur [une Union eurasiatique](#), dont l'idée avait d'ailleurs été émise par Nursultan Nazarbaïev dès 1994. Elle recouvre approximativement l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTCS), créée en 2002, qui associe les trois membres de l'Espace économique commun, les deux Etats en négociation avancée pour y participer (Arménie, [Kirghizistan](#)), [ainsi que l'Ouzbékistan et le Tadjikistan](#). L'OTCS se préoccupe essentiellement des différents aspects de la sécurité : lutte contre le terrorisme, contre la criminalité internationale, garantie du respect de la légitimité et de l'intégrité territoriale des Etats. Sur ce dernier point, l'intervention russe [en Ossétie du Sud](#) et [en Abkhazie](#) en 2008, contraire à ce principe, a été modérément appréciée. On ne peut pas considérer l'OTCS comme le bras armé de la future Union eurasiatique. Celle-ci reste essentiellement une zone de libre échange et ne comporte pas de volet politique ou militaire. Ce n'est pas une reconstitution de l'URSS.



Carte - La Russie dans sa "sphère d'intérêts privilégiés"

Pour agrandir, cliquer sur l'image. Carte extraite de P. Marchand, "Géopolitique de la Russie", PUF.

La politique eurasiatique a une autre dimension, plus vaste. En 2001, le Groupe de Shanghai, occasionnellement créé en 1996, a été rebaptisé Organisation de Coopération de Shanghai. Elle rassemble tous les membres de l'OTCS situés pour tout ou partie en Asie (donc tous sauf l'Arménie et la Biélorussie) et [la Chine](#). Ses buts sont larges : renforcer la confiance mutuelle,

développer la coopération, garantir la stabilité régionale, promouvoir un nouvel ordre politique international « plus juste ». Cette dernière formule vise [l'hégémonie américaine sur le monde](#), et pour cette raison on compare parfois l'OCS à une OTAN de l'Est. Mais si des manœuvres militaires sont régulièrement organisées, elles sont d'ampleur limitée. Aucune des parties n'est désireuse de susciter une organisation militaire aussi intégrée que [l'OTAN](#). Plusieurs Etats se sont associés à l'OCS donnant une dimension très asiatique à cette organisation : la Mongolie, l'Inde, le Pakistan, l'Iran, l'Afghanistan.

Contre l'unilatéralisme américain

On retrouve la même idée de limiter l'hégémonie américaine dans l'évolution de sigle BRIC. Le terme a été inventé par un économiste de Goldman Sachs en 2001 pour désigner un groupe d'Etats anciennement d'économie dirigée et ayant opté pour le marché et l'intégration à l'économie mondiale : [Brésil](#), [Russie](#), [Inde](#), [Chine](#). A partir d'un premier sommet qui s'est déroulé en 2009, les intéressés se sont peu à peu approprié le sigle pour former une sorte de G8 des pays émergents et essayer de « promouvoir un ordre économique et politique mondial plus juste », formule très proche de celle employée dans l'OCS. Au sommet de 2011, l'Afrique du Sud a été cooptée et décision a été prise de constituer une sorte de système monétaire mondial concurrent de l'actuel, avec l'équivalent d'une Banque Mondiale et d'un FMI. La réalisation de ce projet n'a cependant pas encore débouché.

BRICS et OCS restent des organisations faiblement structurées, encore plus proches d'un forum que d'un organisme intégrateur. Dans les deux cas, la disproportion entre le PIB de la Chine et celui des autres membres rend le passage à une structure fonctionnelle difficile.

[La Russie](#) joue des deux pour contre l'unilatéralisme américain. La Russie participe aussi à l'APEC (Coopération Economique pour l'Asie-Pacifique) et le gouvernement fédéral a engagé des sommes considérables pour aménager Vladivostok en prévision du sommet de l'organisation, qu'elle y a organisé en septembre 2012.

Parmi ces trois organisations, BRICS, APEC, OCS, seule cette dernière à une dimension militaire. Elle organise tous les ans des manœuvres qui, pour être d'ampleur modeste, peuvent revêtir des dimensions symboliques fortes. Ainsi en 2007, des forces russes ont participé à de grandes manœuvres en Chine dont l'objet était la prise de contrôle d'un territoire par une action aéronavale. Elles ont été organisées un peu au nord de [l'île de Taïwan, dont Pékin réclame la réintégration](#) !

En termes de coopération technologique, surtout dans le domaine militaire, le principal partenaire asiatique de la Russie n'est cependant pas [la Chine](#). Cette dernière a longtemps été un client important de l'industrie militaire russe, notamment pour l'équipement de son aviation de chasse dans la période 1990-2010. [La Russie](#) a à certains moments apporté une aide aux programmes nucléaires et spatiaux chinois, mais aujourd'hui, dans ces deux domaines, comme dans celui de l'aviation de chasse, Pékin vole de ses propres ailes et avec des budgets très supérieurs à ceux mis en œuvre par la Russie dans les mêmes domaines.

La Russie ne vend plus le dernier cri de sa technologie à la Chine depuis l'affaire du

Su-33/J-15. La Chine avait acheté quelques exemplaires de la version aéronavale du chasseur russe Sukhoï-33. Depuis les essais menés par la Chine avec son premier porte-aéronefs [1], [le Liaoning](#), on y a vu apparaître un chasseur de conception chinoise, le J-15, copie conforme du Su-33. Dans le même registre, en octobre 2013, la Russie et les autres pays en lice (France, Etats-Unis) pour l'appel d'offre lancé par la Turquie pour des systèmes de missiles sol-air ont enregistré une autre déconvenue. A la surprise générale, c'est la Chine qui a emporté le marché, pour un prix inférieur de un milliard de dollars [2], en proposant un système chinois développé à partir de missiles achetés il y a quelques années à la Russie.

Depuis 1988, cas unique dans le monde, la Russie loue un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) à [l'Inde](#).

Le véritable partenariat stratégique eurasiatique de la Russie fonctionne avec [l'Inde](#).

Les marines et armées de l'air indiennes sont depuis longtemps principalement équipées de matériels russes. Mais ce sont surtout deux éléments particuliers qui montrent le niveau du partenariat. D'une part, l'assistance russe a permis à [l'Inde](#) d'entrer dans le club très fermé des pays capables de construire des sous-marins à propulsion nucléaire (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Russie, Chine). Depuis 1988, cas unique dans le monde, la Russie loue un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) à l'Inde. Ce type de bâtiment est le *nec plus ultra* des flottes de guerre. Bénéficiant d'une aide des chantiers navals russes, l'Inde a pu concevoir, fabriquer et mettre à l'eau en 2009 son premier sous-marin nucléaire lance engins (SNLE). Elle compte en construire cinq, qui constitueront le pilier de sa dissuasion nucléaire.

D'autre part, [la Russie](#) et l'Inde sont associées à plusieurs programmes d'armement à la pointe de la technologie mondiale. Une co-entreprise russo-indienne a développé un missile de croisière supersonique, le Brahmos, spécialisé dans l'attaque des navires. Les deux pays sont actuellement les seuls à disposer dans leur arsenal de missiles de croisière de ce type, les autres modèles en service dans le monde (SCALP français, Tomahawk américain) restent subsoniques. [L'Inde](#) participe également au programme russe d'avion de combat de 5ème génération, le T-50. L'appareil sera construit en série dans les deux pays. Seuls les [Etats-Unis](#) disposent, et depuis peu, d'avions de ce niveau technologique (avec les F-22 et F-35) [3].

Il existe également un programme de mise au point et de construction d'un avion de transport tactique commun aux deux armées de l'air. Il n'avance guère et il est probable qu'il y a un rapport avec la question ukrainienne. En 2012, [la Russie](#) a en effet signé un accord avec [Kiev](#) pour acheter plusieurs dizaines d'Antonov-70, un avion de transport de type A-400 M produit en Ukraine, qui n'a jamais trouvé un seul client [4]. Sans la commande russe, le programme sombre, et l'industrie aéronautique ukrainienne avec. L'exécution du contrat renverrait évidemment le programme russo-indien à un horizon lointain.

Par le niveau de la coopération, **le partenariat russo-indien peut être considéré comme un véritable axe technologique eurasiatique**. Il est favorisé par le fait que les deux pays n'ont aucun contentieux. La relation entre la Russie et la Chine est empreinte de plus de méfiance. La mitoyenneté entre la masse démographique et les énormes besoins en matières premières de la Chine d'une part, le vide et l'abondance en matières premières de la Sibérie

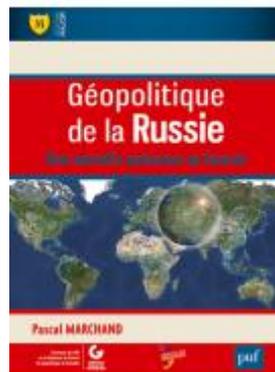
orientale d'autre part, constituent un facteur d'incertitude que Zbigniew Brzezinski n'est évidemment pas le seul à avoir remarqué.

Les relations entre [la Russie](#) et [le Japon](#), que la puissance montante de la Chine devrait normalement développer, restent sous la dépendance d'un différent territorial entre les deux pays irrésolu depuis 70 ans. En 1945, aucun traité de paix entre les deux pays n'a mis fin à la guerre. Le Japon ne reconnaît pas l'annexion par l'URSS des îles les plus méridionales de l'archipel des Kouriles, Iturup (Etorufu pour les Japonais), Kunashir, Shikotan et Habomeï, que le premier traité russo-japonais de 1855 (traité de Shimoda), lui attribuaient. Malgré quelques contrats, les relations russo-japonaises restent tièdes.

Copyright 2014-Marchand-Géopolitique de la Russie-PUF

Plus

Pascal Marchand, "Géopolitique de la Russie", coll. Major, Presses universitaires de France, 2014.



4e de couverture

Russie rime avec immensité, et ce depuis le XVIe siècle. Depuis, ses gouvernants ont toujours veillé à la couper du reste du monde, à y organiser un « autre monde », projet dont le dernier avatar a fait faillite en 1991.

La Russie d'aujourd'hui tourne le dos à mille ans d'histoire et a entrepris de se réinsérer dans le monde global. Cela signifie reconstruire toute une économie, tout un système de communications, toute une organisation spatiale. Mais on ne fait jamais table rase du passé. En effet, les structures et les mentalités infléchissent tous les projets, tandis que l'ampleur des investissements nécessaires impose une autre révolution : l'État ne peut plus tout et doit impliquer les acteurs privés, russes et étrangers.

Au Kremlin d'harmoniser, et non plus de diriger, l'entreprise. Dans un monde devenu multipolaire, à lui également de restaurer une dignité internationale, après la déchéance

brutale de ce qui était il y a peu encore l'« autre grand » de la guerre froide. La nouvelle puissance russe sera d'abord économique.

Voir le livre de [Pascal Marchand, "Géopolitique de la Russie" sur le site des Presses universitaires de France](#)

P.-S.

Agrégé de géographie et docteur d'État, Pascal Marchand est professeur à l'université de Lyon II et chargé de cours à Sciences Po Lyon. Il a déjà publié plusieurs ouvrages sur la Russie dont un *Atlas géopolitique de Russie* (Autrement).

Notes

[1] Seuls les Etats-Unis et la France disposent de véritables porte-avions, dotés de catapultes (ainsi que le Brésil qui a racheté un ancien porte-avion à la France). Les avions catapultés (F-18 américains, Rafale français) ont les rayons d'action et les capacités d'armement d'avions de combat basés à terre. Quelques autres pays disposent de porte-avions sans catapultes. Ils mettent en œuvre des chasseurs à décollage court dont la capacité d'emport en carburant et armement est très limitée. Par ailleurs, leurs avions ne peuvent décoller que lorsque le bâtiment s'est positionné dans le sens du vent. (sources : DSI, différents numéros).

[2] Les Echos, 30-9-2013.

[3] La Chine met actuellement au point deux modèles de 5ème génération, les J-xx et J-xx, correspondant respectivement aux F-22 et F-35. Le Rafale est un appareil de génération 4+.

[4] Air et Cosmos, 12 octobre 2012.